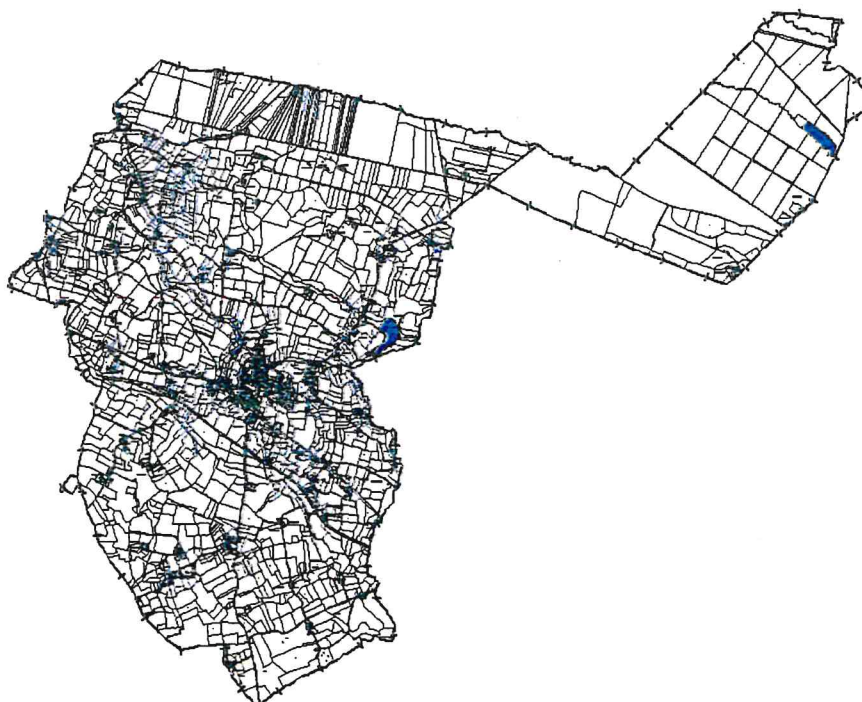


## JUVIGNY-VAL-D'ANDAINE

### Plan Local d'Urbanisme Commune déléguée de Juvigny-sous-Andaine

#### APPROBATION

#### Annexes



REÇU A LA PREFECTURE  
DE L'ORNE LE :

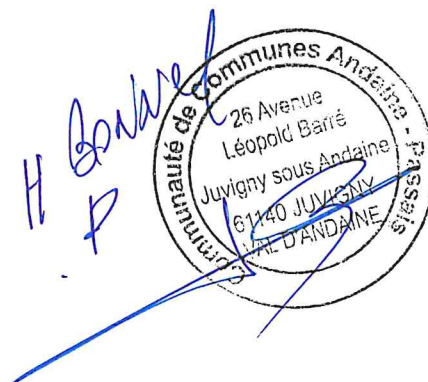
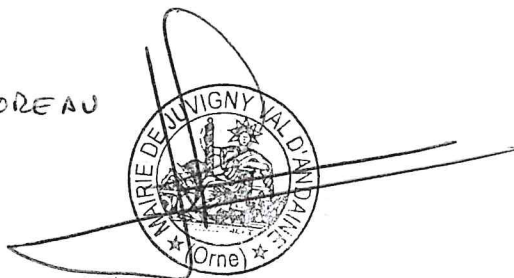
17 MAI 2018

Vu pour être annexé  
à la délibération du Conseil Municipal

en date du 19 MARS 2018

Le Maire

Bernard MOREAU



## **SOMMAIRE**

**ANNEXE 1 : Les servitudes d'utilité publique**

**ANNEXE 2 : Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement  
et des systèmes d'élimination des déchets**

**ANNEXE 3 : Arrêté préfectoral portant définition des zones à risques  
d'exposition au plomb dans le département de l'Orne**

## Tableau récapitulatif des servitudes d'utilité publique concernant le territoire de Juvigny-sous-Andaine

<b>SIGLES</b>	<b>SERVITUDES</b>
<b>AC1</b>	Servitude pour la protection des monuments historiques
<b>AS1</b>	Servitude résultant de l'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable
<b>EL7</b>	Servitude d'alignement
<b>PT2</b>	Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat
<b>PT3</b>	Communications téléphoniques et télégraphiques
<b>T7</b>	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement (aérodromes civils et militaires)





## **SOMMAIRE**

**ANNEXE 1 : Les servitudes d'utilité publique**

**ANNEXE 2 : Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement  
et des systèmes d'élimination des déchets**

**ANNEXE 3 : Arrêté préfectoral portant définition des zones à risques  
d'exposition au plomb dans le département de l'Orne**



**ANNEXE 1 :**  
**Les servitudes d'utilité publique**



# **COMMUNE DE JUVIGNY SOUS ANDAINE**

**CLASSE**

**SERVITUDE AC1**

**OU**

**INSCRIT**

\*\*\*\*

## **SERVITUDES POUR LA PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES (CLASSES OU INSCRITS)**

### **I. - GENERALITÉS**

Servitudes de protection des monuments historiques.

Code du patrimoine, livre VI, titre II.

Code de l'environnement.

Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative aux sites, à la publicité, aux enseignes et préenseignes (articles L.341-1 à L.341-22 et L.581-1 à L.581-45 du code de l'environnement)

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. II), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L.422-1, L. 422-2, L. 422-4 L.430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38 R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R.430-4, R. 430-5 R.430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R.441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R.442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R.442-13, R.443-9, R.443-10, R 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : article R. 11-15.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des Plans Locaux d'Urbanisme, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS).

\*\*\*\*

**Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de l'Orne est responsable de l'application des règles liées à cette servitude.**

\*\*\*\*

La liste des édifices protégés concernant la commune est la suivante:

- **Ancien château de Bonvouloir:** vestiges de l'ancien château de Bonvouloir notamment: l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins; la tour, dite «le phare», en totalité; le colombier, en totalité; le puits; les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIIIème siècle à l'angle nord-est des fossés – section C, parcelles n°32, 33, 34, 35 (**classé au titre des monuments historiques le 4 juillet 1995**).

## II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

### A. - PROCEDURE

#### a) Classement

(Code du patrimoine, livre VI, titre II)

Sont susceptibles d'être classés

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du

ministre chargé des Affaires Culturelles.

### ***b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques***

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit.

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1er du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine et des sites. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

### ***c) Abords des monuments classés ou inscrits***

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" dont les effets sont visés au III A-2° (code du patrimoine).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (art. 70 à 73 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et décret n°84-304 du 25 avril 1984), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (Z.P.P.A.U.P.).

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord



exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

- (1) L'expression " périmètre de 500 mètres " employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.1. " La Charmille de Monsoult" rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction " Résidence Val Saint-Jacques " : DA 1982 nc 112).

## **B. - INDEMNISATION**

### **a) Classement**

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (code du patrimoine). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50% du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

### **b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques**

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40% de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

### **c) Abords des monuments classés ou inscrits**

Aucune indemnisation n'est prévue.

## C - PUBLICITE

### a) *Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques*

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

### b) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude " abords " est indiquée au certificat d'urbanisme.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

##### a) *Classement*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (code du patrimoine).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50%. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetre Jean rec., p. 100).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (code du patrimoine).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison

de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (code du patrimoine).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (code du patrimoine).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (code du patrimoine).

### ***b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques***

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

## **2 Obligations de faire imposées au propriétaire**

### ***a) Classement***

*(code du patrimoine)*

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions du code du patrimoine (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 *b* du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire mais soumis à déclaration de travaux exemptés de permis de construire mais soumis à déclaration de travaux exemptés de permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu au code du patrimoine. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution

des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50%.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (code du patrimoine). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212>.

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation (code du patrimoine).

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé :

- d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude ;
- de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date ;
- d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

#### **b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques***

*(code du patrimoine)*

Tous travaux sur un Monument Historique Inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques est soumis à permis de construire. L'un des cinq exemplaires doit être adressé au Directeur Régional des Affaires Culturelles sous pli recommandé avec accusé de réception.

Le ministre ne peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 du code de l'urbanisme).

**c) *Abords des monuments classés ou inscrits***

*(code du patrimoine)*

Obligation au titre du code du patrimoine, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu du code du patrimoine lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par le code du patrimoine. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).



Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que, par ailleurs, cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles L.341-1 à L341-22 du code de l'environnement, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire "immeuble menaçant ruine", sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1 Obligations passives**

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au code du patrimoine; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

### **2 Droits résiduels du propriétaire**

#### **a) Classement**

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment, installer une salle de

bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire, d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par le code du patrimoine, peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (code du patrimoine, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

***b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques***

Néant.

***c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits***

Néant.

MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.  
INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Reçu le 14 MARS 1975

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31,

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

Le " Phare de Bonvouloir " à JUVIGNY S/ANDAINES  
(Orne)

appartenant à M. de Bonvouloir, demeurant rue Las-  
Cases N° II à PARIS, est

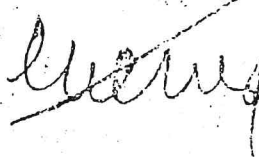
inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de Juvigny  
s/Andaines et au propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 2 - NOV 1975



T. S. V. P.



1<sup>re</sup> DIRECTION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1<sup>er</sup> BUREAU

# PRÉFECTURE DE L'ORNE

Tél. 26.74.00

Poste : 213

Adresse postale : 61013 ALENÇON. Cédex .

ALENÇON, le 18 AOUT 1980

LE PREFET de l'ORNE

à *Recu le 20 AOUT 1980*

MONSIEUR l'ARCHITECTE DEPARTEMENTAL  
des Bâtiments de France  
30, Rue des Marais

ALENÇON

O B J E T - Inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments  
Historiques.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Ministre de la Culture et de la Communication et M. le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, ont par arrêté en date du 6 Juin 1980, inscrit sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, la tour dite "Le Phare", le colombier et le puits de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY SOUS ANDAINE, section C, N° 34.

Je vous adresse, sous ce pli, une ampliation de l'arrêté d'inscription ainsi qu'un extrait de plan.

Je vous saurais gré de bien vouloir m'accuser réception de cet envoi.

LE PREFET,

Pour le ~~Préfet~~ *Mme*  
Le Secrétaire Général,

Dominiqe RENUCCI



A R R E T E

Le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie  
et  
le Ministre de la Culture et de la Communication,

VU la loi du 31 Décembre 1913 sur les Monuments Historiques,  
et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les  
lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 23 Février 1943,  
24 Mai 1951, 30 Décembre 1955 et le décret du 13 Avril 1961 ;

VU le décret N° 78-533 du 13 Avril 1978 relatif aux attributions  
du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie ;

VU le décret N° 78-1013 du 13 Octobre 1978 portant création d'une  
Direction du Patrimoine au Ministère de la Culture et de la  
Communication ;

VU l'arrêté du 2 Novembre 1926 portant inscription sur l'Inven-  
taire Supplémentaire des Monuments Historiques du "Phare de  
Bonvouloir" à JUVIGNY-SOUS-ANDAIN (Orne) ;

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue ;

A R R E T E

Article 1er : Sont inscrites sur l'Inventaire Supplémentaire des  
Monuments Historiques la tour dite "le phare", le colombier et  
le puits de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAIN  
(Orne), figurant au cadastre section C, sous le N° 34 d'une conte-  
nance de 81 a 90 ca et appartenant en indivision à :

- M. ACHARD de BONVOULOIR François, Joseph, Marie, Robert, né le  
19 Juin 1905 à ACHARD (Calvados), agriculteur, demeurant au  
château d'ACHARD (Calvados), olibataire,
- et M. ACHARD de BONVOULOIR Charles, Didier, Joseph, Marie, né  
le 23 Décembre 1906 à ACHARD (Calvados), agriculteur,  
demeurant au château d'ACHARD (Calvados), époux de M<sup>lle</sup> LA SALLE  
Marie.

Ceux-ci en sont propriétaires par actes passés les  
17 Octobre 1968 et 30 Janvier 1969 devant Me FORTI R., notaire  
à CHATELAIN (Calvados) et publiés au Bureau des Hypothèques de  
BONNEVILLE (Orne) le 21 Avril 1969, volume 3736 N° 9.

..../....

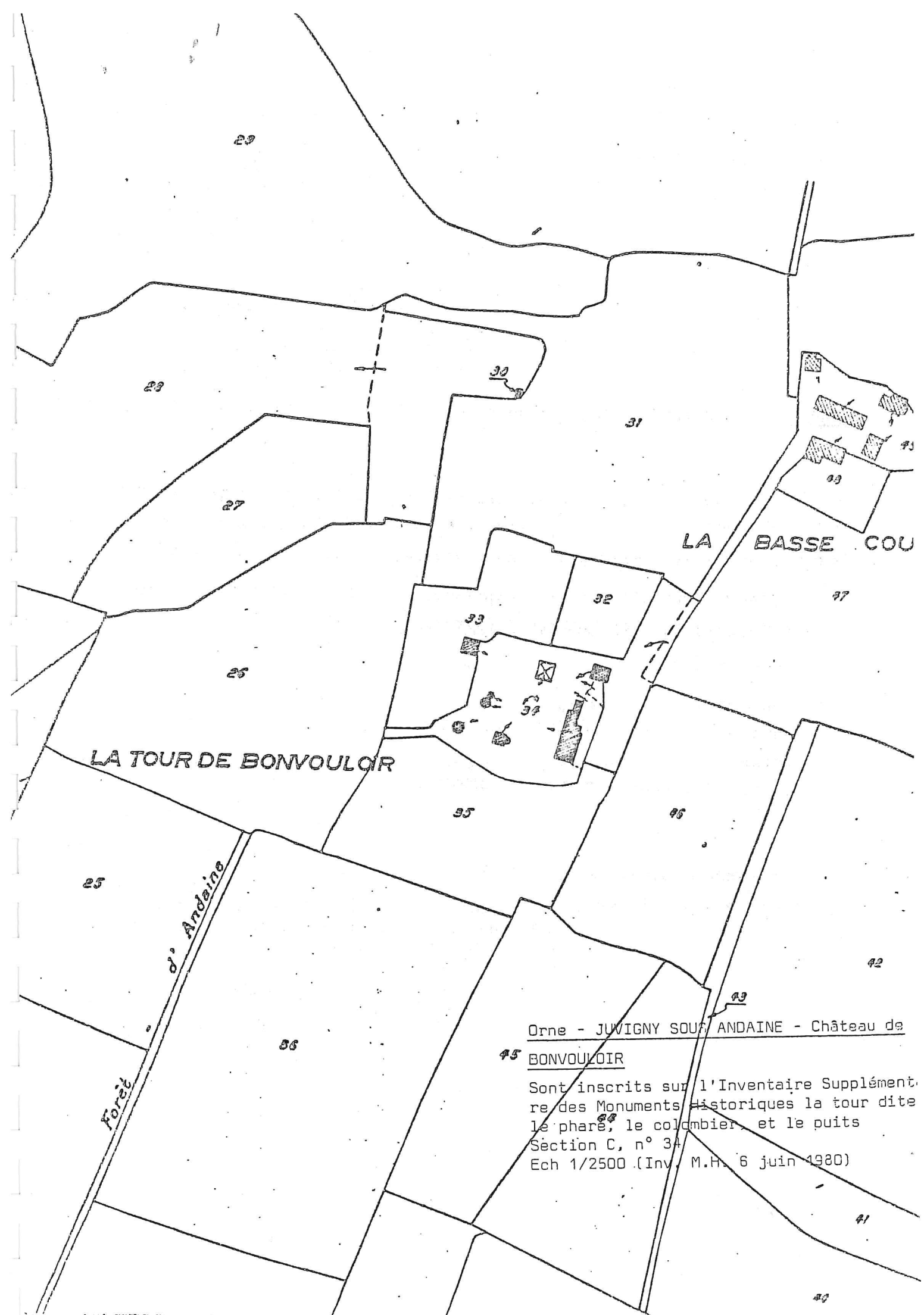
Article 2 - Le présent arrêté qui annule et remplace l'arrêté d'inscription survisé du 2 Novembre 1986 sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles inscrits.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département, au Maire de la commune et aux propriétaires intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PARIS, le 6 JUIN 1980

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur de l'Urbanisme  
et des Paysages  
Jean-Eudes ROULLIER

Pour le Ministre de la Culture et de la Communication  
et par Délégation  
Le Directeur du Patrimoine  
C. PATTYN



Orne - JUWIGNY SOUS ANDAINE - Château de

45 BONVOULOIR

Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques la tour dite le phare, le colombier, et le puits  
Section C, n° 34  
Ech 1/2500 (Inv. M.H. 6 juin 1980)

Reçu le 18 AOUT 1980

MINISTERE DE LA CULTURE ET  
DE LA COMMUNICATION

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

CAEN, le 21 juillet 1980

Maison des Quatrans  
rue de Geôle. B.P. 222  
14011 CAEN CEDEX

Tel : 86.37.10

Le Conservateur Régional à  
Monsieur l'Architecte des B.F.  
Rue du Marais  
61000 ALENCON

Objet : Notidication d'arrêté de protection au titre des Monuments Historiques

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par arrêté en date  
du 6 juin 1980 Monsieur le Ministre de la Culture et de la Commu-  
nication et M. le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie ont :

- inscrit sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques
- classé parmi les Monuments Historiques

l'édifice suivant :

Département : Orne  
Commune : JUVIGNY SOUS ANDAINE

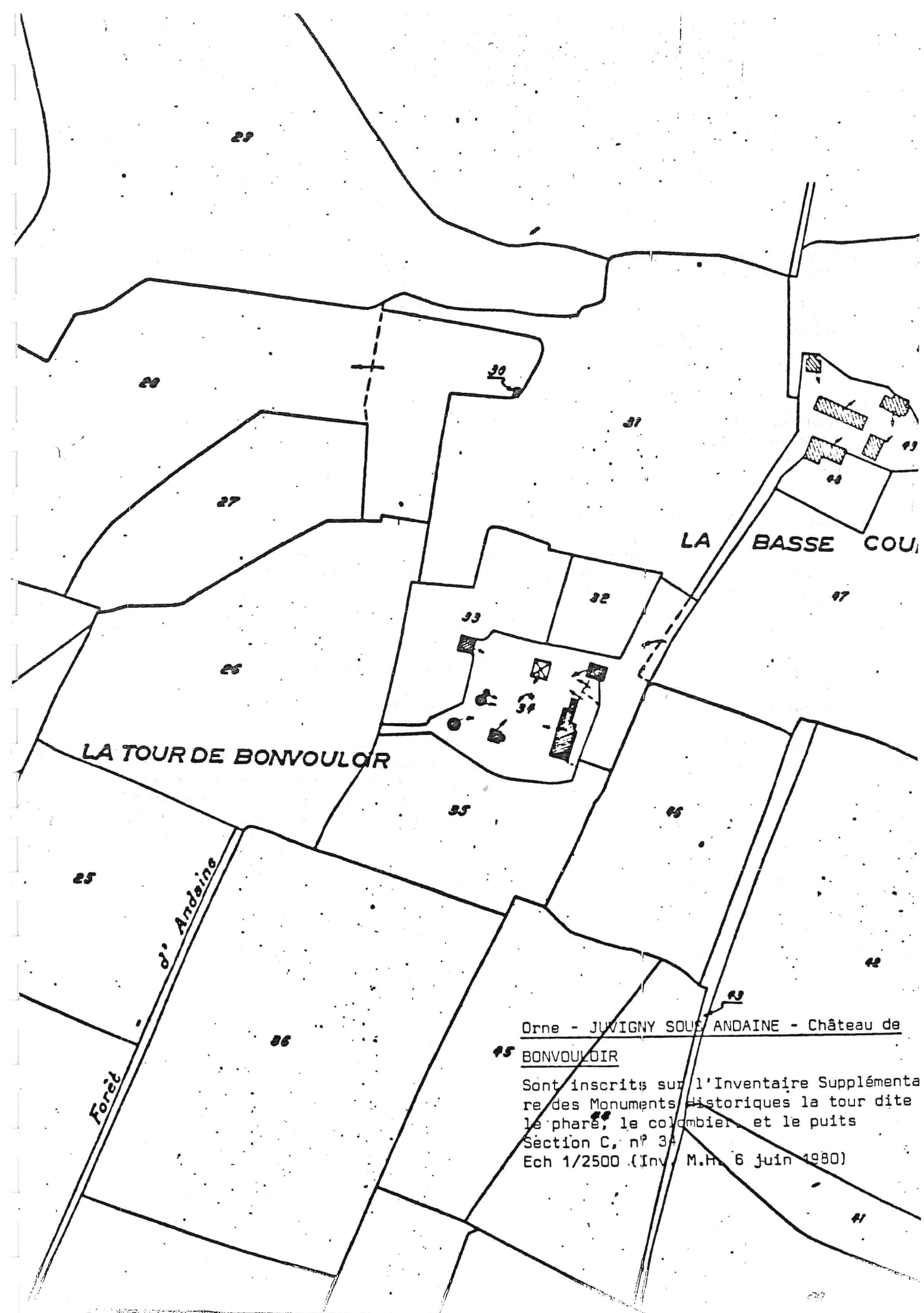
Edifice : La tour dite "Le Phare", le colombier et le puits de l'ancien  
Parties Protégées : château de BONVOULOIR

Références Cadastres : section C , n° 34

Nom du Propriétaire en indivision à M. ACHARD de BONVOULOIR François et  
M. ACHARD de BONVOULOIR Charles demeurant tous deux au  
Château d' AMBLIE (Calvados)

Yves LESCREART

Cant. X  
Cad. 2 voir



Orne - JUVIGNY SOUS ANDAINE - Château de  
45 BONVOULOR

Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques la tour dite le phare, le colombier, et le puits  
44  
Section C, n° 34  
Ech 1/2500 (Inv. M.H. 6 juin 1980)

# MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

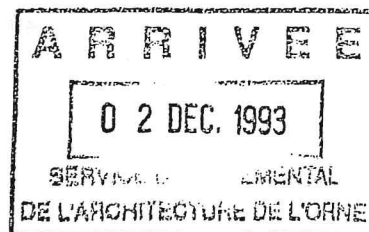
Préfecture de la région Basse-Normandie

DIRECTION REGIONALE  
DES AFFAIRES CULTURELLES

Conservation régionale  
des Monuments historiques  
Maison des Quatrans  
25, rue de Geôle  
14052 CAEN CEDEX  
Tél. 31 38 39 40  
Fax 31 23 84 65

Monsieur l' Architecte  
des Bâtiments de France  
de l'Orne

Logis Saint-Léonard  
30, rue des Marais  
61000 ALENCON



Affaire suivie par :  
Marie-Hélène SINCE  
Réf.: MHS/BI

Caen, le 30 NOV. 1993

OBJET : notification d'arrêté de protection au titre des Monuments historiques

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par arrêté en date du 26 octobre 1993,  
M. le Préfet de la région Basse-Normandie a **inscrit** sur l'inventaire supplémentaire des Monuments  
historiques, l'édifice suivant :

- Département..... : Orne
- Commune..... : JUVIGNY-SOUS-ANDAINE
- Edifice..... : ancien château de Bonvouloir
- Parties protégées..... : les vestiges, à savoir :
  - l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins ;
  - les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIIIe siècle à l'angle nord-est des fossés.
- Références cadastrales..... : section C, parcelles n° 32 à 35
- Propriétaire..... : M. ACHARD de BONVOULOIR Didier  
La Rocheville  
60 avenue du Général Leclerc  
78230 LE PECQ

Alain MARAIS  
Directeur Régional



P.J.: 1 copie de l'ampliation de l'arrêté et 1 plan



Direction régionale  
des Affaires culturelles

---

**ARRETE**

Portant inscription des vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAIN (Orne)  
sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques

**Le Préfet de la région Basse-Normandie,  
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments historiques et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

Vu le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région ;

Vu le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement des Monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques ;

Vu le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

Vu l'arrêté en date du 6 juin 1980 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques de la tour dite "le phare", du colombier et du puits de l'ancien château de Bonvouloir, à JUVIGNY-SOUS-ANDAIN (Orne) ;

La commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de Basse-Normandie entendue, en sa séance du 11 juin 1993 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que les vestiges de l'ancien château de Bonvouloir, à JUVIGNY-SOUS-ANDAIN (Orne), présentent un intérêt d'art et d'histoire suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de leur intérêt historique et archéologique ;

Considérant la nécessité de donner à l'immeuble une mesure de protection pendant la durée de la procédure de classement, initiée sur proposition de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

## ARRÊTE

Article 1er : Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques les vestiges de l'ancien château de Bonvouloir, à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne), à savoir :

- l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins ;

- les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'angle nord-est des fossés ;

figurant au cadastre, section C, sous les numéros :

- 32 d'une contenance de 23 a 70 ca, au lieu-dit "La Tour de Bonvouloir",
- 33 d'une contenance de 54 a 50 ca, au lieu-dit "Le Petit Clos",
- 34 d'une contenance de 81 a 90 ca, au lieu-dit "La Tour de Bonvouloir",
- 35 d'une contenance de 99 a 60 ca, au lieu-dit "Cour de la Tour de Bonvouloir",

et appartenant à M. ACHARD de BONVOULOIR Didier, Gérard, Danie, né le 7 octobre 1943 à AMBLIE (Calvados), cadre de banque, demeurant "La Rocheville", 60 avenue du Général Leclerc, LE PECQ (Yvelines), époux de Mme JOUSSET Hélène.

L'intéressé en est propriétaire par acte du 16 octobre 1990, passé devant Me LABIA, notaire associé à CHATEAUGIRON (Ille-et-Vilaine) et publié au bureau des hypothèques de DOMFRONT (Orne), le 10 mai 1991, volume 1991 P, n° 1282.

Article 2 : Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques du 6 juin 1980 susvisé ;

Article 3 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au ministre la Culture et de la Francophonie, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

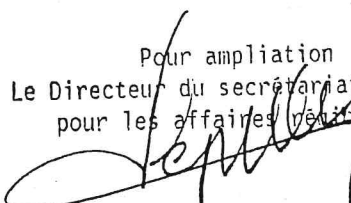
Article 4 : Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

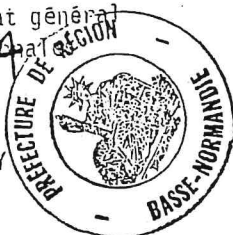
Fait à CAEN, le 26 OCT. 1993

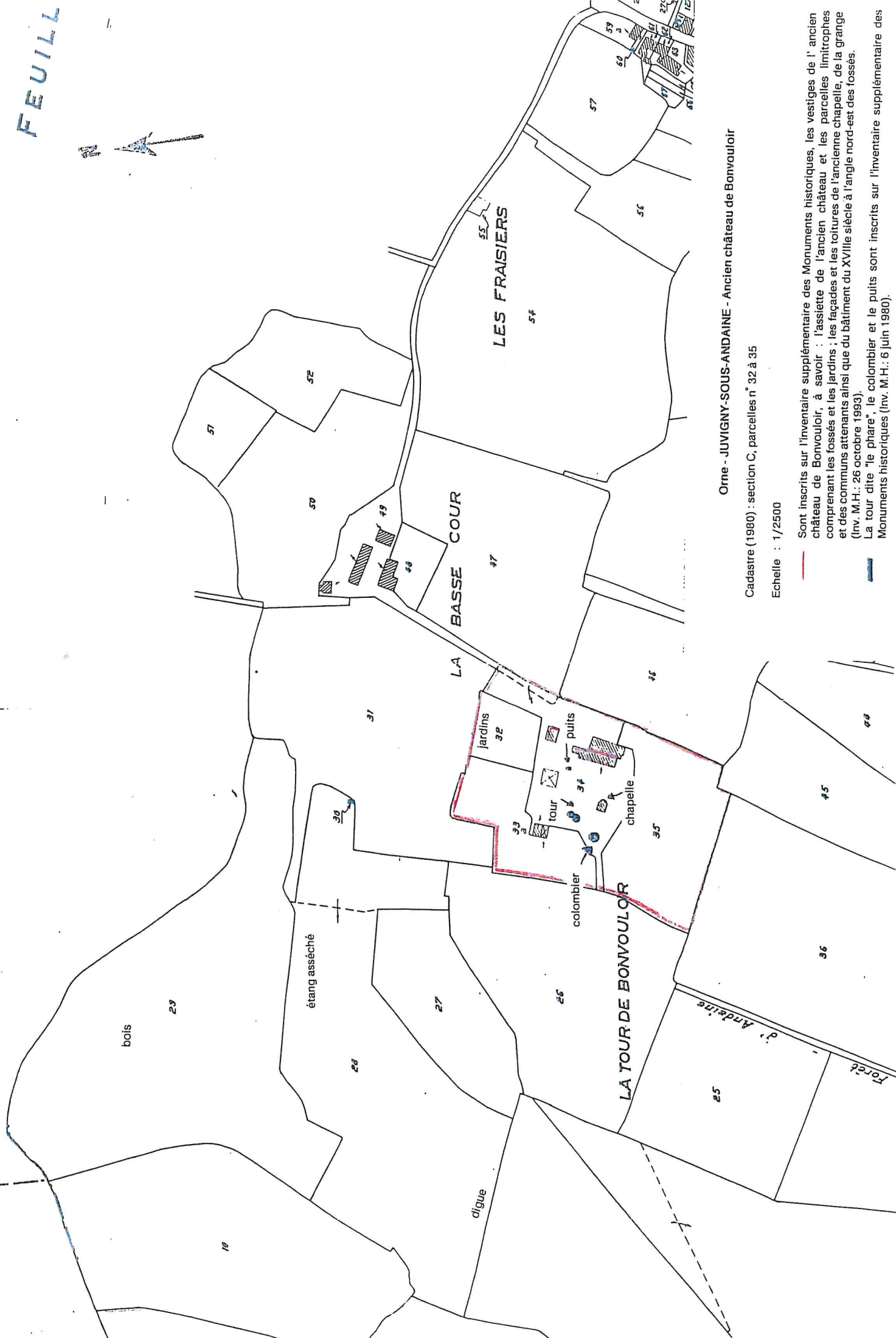
Le Préfet de la région  
Basse-Normandie

  
Roger GROS

Pour ampliation  
Le Directeur du secrétariat général  
pour les affaires régionales

  
Bertrand LEPELLEY





Orne - JUVIGNY-SOUS-ANDAINE - Ancien château de Bonvouloir

Cadastr (1980) : section C, parcelles n° 32 à 35

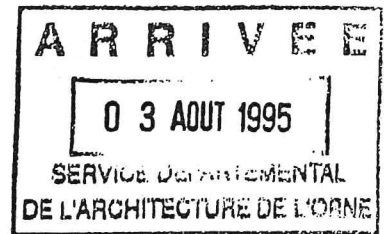
Echelle : 1/2500

Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques, les vestiges de l'ancien château de Bonvouloir, à savoir : l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins ; les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'angle nord-est des fossés. (Inv. M.H. : 26 octobre 1993).

La tour dite "le phare", le colombier et le puits sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques (Inv. M.H. : 6 juin 1980).



MINISTERE DE LA CULTURE  
Préfecture de la région Basse-Normandie



DIRECTION REGIONALE  
DES AFFAIRES CULTURELLES

Caen, le 1 AOUT 1995

Conservation régionale  
des Monuments historiques  
La Folie Cuvrechef  
8-10, rue Bailey  
14052 CAEN CEDEX  
Téléphone 31.46.39.03  
Télécopie 31.46.39.20

Monsieur Nicolas GAUTIER  
Architecte des Bâtiments de France de l'Orne  
Logis Saint-Léonard  
30 rue des Marais  
61000 ALENÇON

Affaire suivie par :  
Marie-Hélène SINCE

Téléphone :  
31 46 39 04

Réf. MHS/CF

OBJET : Notification d'arrêté de protection au titre des Monuments historiques  
P.J.: 1 copie de l'ampliation de l'arrêté et 1 plan


J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par arrêté  
en date du **4 juillet 1995**, Monsieur le Ministre de la Culture a **classé** parmi les  
Monuments historiques, l'édifice suivant :

- Département..... : Orne
- Commune..... : JUVIGNY-SOUS-ANDAINE
- Edifice..... : ancien château de Bonvouloir
- Parties protégées..... : - l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes  
comprenant les fossés et les jardins ;  
- la tour, dite "le phare", en totalité ;  
- le colombier, en totalité ;  
- le puits ;  
- les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la  
grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du  
XVIII<sup>e</sup> siècle à l'angle nord-est des fossés ;
- Références cadastrales.. : section C, parcelles n° 32, 33, 34, 35.
- Propriétaire..... : M. ACHARD DE BONVOULOIR Didier  
"La Rocheville"  
60 avenue du Général Leclerc  
78230 LE PECQ

.../...

**Cet arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription  
sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques du 6 juin 1980 et du 26  
octobre 1993 susvisés.**

Le Directeur régional des Affaires culturelles,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop with a horizontal line crossing through it.

**Elisabeth GAUTIER-DESVAUX**

COPIE POUR INFORMATION ET EXECUTION

A M<sup>r</sup>...MAZEIRA.T.....

CONSERVATEUR REGIONAL DES MONUMENTS HISTORIQUES

ARRETE n°MH.95-IMM. 101, 1

portant classement parmi les monuments  
historiques des vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à  
JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne)

Le Ministre de la Culture ,

VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

VU le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 modifié instituant auprès des commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

VU le décret n° 95-770 du 8 juin 1995 relatif aux attributions du Ministre de la Culture ;

VU l'arrêté en date du 6 juin 1980 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la tour dite « le phare » , du colombier et du puits de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne) ;

VU l'arrêté en date du 26 octobre 1993 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne), à savoir :

- l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins,
- les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIIIème siècle à l'angle nord-est des fossés ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région de Basse-Normandie entendue en sa séance du 11 juin 1993 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 décembre 1994 ;

VU l'adhésion au classement donnée le 2 décembre 1994 par Monsieur ACHARD DE BONVOULOIR Didier, propriétaire ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la conservation des vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en tant que site architectural et archéologique ;

## ARRÊTE

### Article 1er :

Sont classés parmi les Monuments historiques, les vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne), notamment :

- l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins ;
- la tour, dite "le phare", en totalité ;
- le colombier, en totalité ;
- le puits ;
- les façades et les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs attenants ainsi que du bâtiment du XVIIIe siècle à l'angle nord-est des fossés ;

figurant au cadastre, section C, sous les numéros :

- 32 d'une contenance de 23a 70ca, au lieu-dit "La Tour de Bonvouloir",
- 33 d'une contenance de 54a 50ca, au lieu-dit "Le Petit Clos",
- 34 d'une contenance de 81a 90ca, au lieu-dit "La Tour de Bonvouloir",
- 35 d'une contenance de 99a 60ca, au lieu-dit "Cour de la Tour de Bonvouloir",

et appartenant à M. ACHARD DE BONVOULOIR Didier, Gérard, Danie, né le 7 octobre 1943 à Amblie (Calvados), cadre de banque, demeurant "La Rocheville", 60 avenue du Général Leclerc, Le Pecq (Yvelines), époux de Mme JOUSSET Hélène.

L'intéressé en est propriétaire par acte du 16 octobre 1990, passé devant Me Labia, notaire associé à Chateaugiron (Ille-et-Vilaine) et publié au bureau des hypothèques de Domfront (Orne), le 10 mai 1991, volume 1991P, n°1282.

### Article 2 :

Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques du 6 juin 1980 et du 26 octobre 1993, susvisés.

### Article 3 :

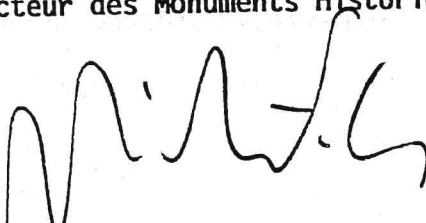
Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

### Article 4 :

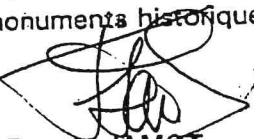
Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le - 4 JUIL. 1995

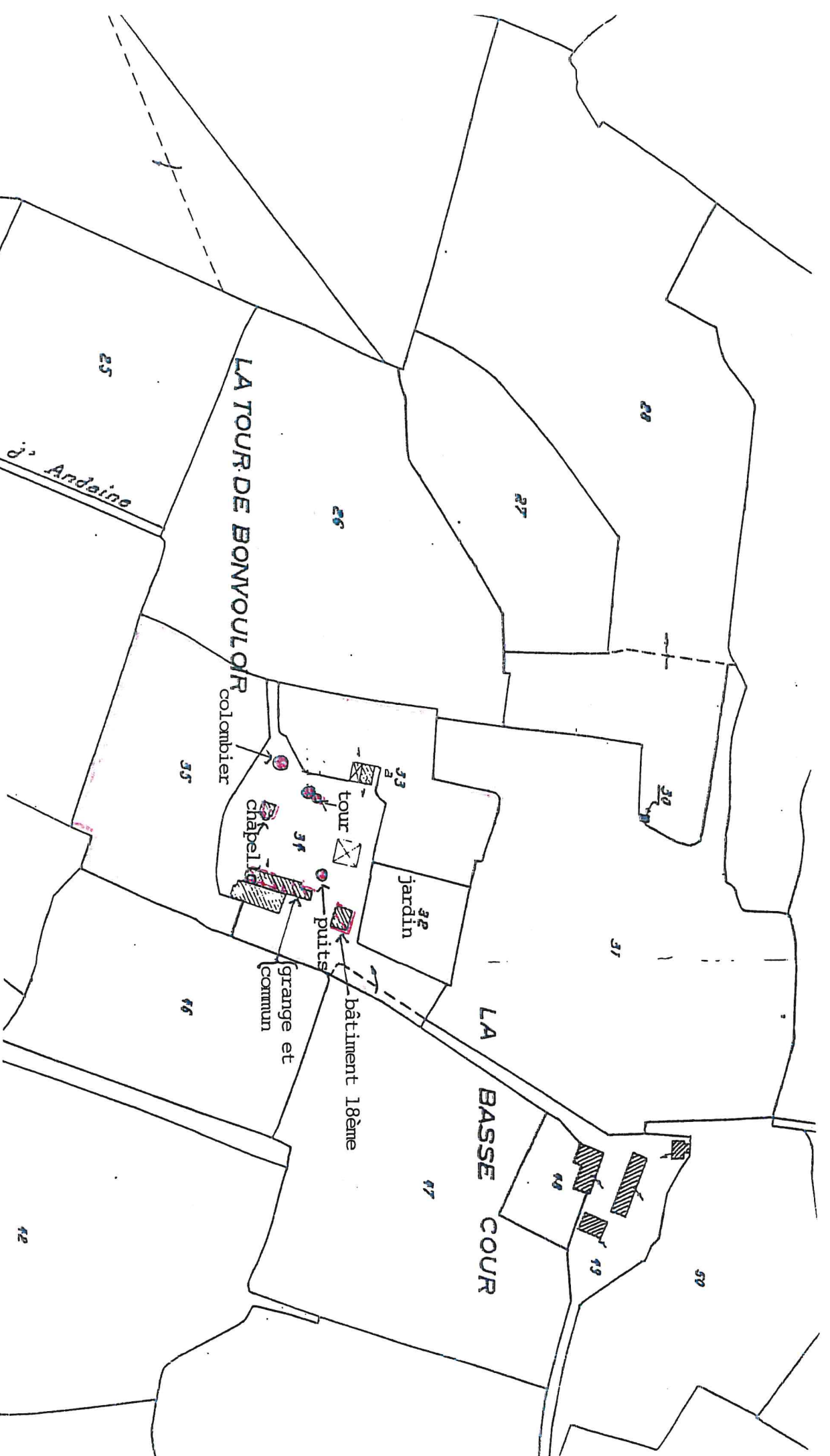
Pour le Ministre et par délégation  
Pour le Directeur du Patrimoine empêché  
Le Sous-Directeur des Monuments Historiques

  
Michel REBUT-SARDA

Pour ampliation  
Le Chef du bureau de la protection  
des monuments historiques

  
Francis JAMOT





Orne - JUVIGNY-SOUS-ANDAINE - vestiges de l'ancien château de Bonvouloir.

section C, parcelles n°32, 33, 34, 35.

Echelle : 1/2500e

36

■ Sont classés parmi les Monuments historiques, les vestiges de l'ancien château de Bonvouloir à JUVIGNY-SOUS-ANDAINE (Orne), notamment : l'assiette de l'ancien château et les parcelles limitrophes comprenant les fossés et les jardins ; la tour, dite "le phare", en totalité ; le colombier, en totalité ; le puits ; les façades les toitures de l'ancienne chapelle, de la grange et des communs











# COMMUNE DE JUVIGNY SOUS ANDAINE

## SERVITUDE AS1

\*\*\*\*

### SERVITUDE RESULTANT DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

\*\*\*\*

#### I. - GÉNÉRALITES

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964; décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968..

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

\*\*\*

## SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE :

Le service départemental responsable de cette servitude est l'Agence Régionale de Santé de Basse Normandie

L'acte qui a institué cette servitude sur le territoire concerné par le document d'urbanisme est :

- l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2006 déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du captage de « La Hanterie » sur la commune de La Chapelle d'Andaine et la dérivation des eaux
- l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2000 portant déclaration d'utilité publique l'établissement de périmètre de protection autour du captage d'eau potable « La Chiennerie » commune de La Chapelle d'Andaine et autorisant la dérivation et le prélèvement des eaux.

## II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

### A. - PROCEDURE

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate
- le périmètre de protection rapprochée
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil

supérieur d'hygiène de France.

#### *Protection des eaux minérales*

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de Ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

### B - INDEMNISATION

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

#### *Protection des eaux minérales*

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

### C. - PUBLICITE

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

#### *Protection des eaux minérales*

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

##### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

###### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

###### *Protection des eaux minérales*

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, Si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'état).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).



## 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1 Obligations passives

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

##### a) *Eaux souterraines*

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

##### b) *Eaux de surface* (cours d'eau, lacs, étangs, barrages réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

#### *Protection des eaux minérales*

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code

de la santé publique).

## **2 Droits résiduels du propriétaire**

### *Protection des eaux minérales*

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, Si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale Si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).

PRÉFECTURE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

**ARRETE**

NOR : 2400-06-01163

*déclarant d'utilité publique:*

- ♦ *l'établissement de périmètres de protection autour du captage de « La Hanterie » sur la commune de LA CHAPELLE-d'ANDAINE,*
- ♦ *la dérivation des eaux,*

*autorisant :*

- ♦ *l'utilisation des eaux prélevées en vue de la consommation humaine,*

*et déclarant le prélèvement d'eau.*

Le Préfet de l'Orne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales et les articles L 214-1 à L 214-4 sur les régimes d'autorisation ou de déclaration du code de l'environnement,
- VU les articles L 1321.1 et suivants du code de la santé publique,
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 modifiés du 29 mars 1993 relatifs à la procédure et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration,
- VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires),
- VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,
- VU l'arrêté du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles codifié aux articles R1321-1 et suivants de Code de la Santé Publique
- VU l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,
- VU la circulaire du 7 mai 1990 du Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, relative aux produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine,
- VU la circulaire du 28 mars 2000 du Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, relative aux produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine,

- VU la circulaire du 25 novembre 2004 du Ministre de la santé et de la protection sociale relative aux mesures correctives à mettre en œuvre pour réduire la dissolution du plomb dans l'eau destinée à la consommation humaine,
  - VU le règlement sanitaire départemental,
  - VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du Bassin Loire-Bretagne, approuvé par arrêté du 4 juillet 1996 du Préfet, Coordonnateur de Bassin,
  - VU la délibération en date du 20 novembre 2003 du Syndicat des Eaux d'Andaine sollicitant l'autorisation de prélèvement et de mise à disposition de l'eau à la consommation humaine, demandant l'institution de périmètres de protection et l'abrogation de l'arrêté du 27 juillet 1977,
  - VU la délibération en date du 4 décembre 2001 du Syndicat Départemental de l'Eau sollicitant la déclaration d'utilité publique et 'établissement des périmètres de protection, l'autorisation de dérivation des eaux,
  - VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 15 juillet 2002,
  - VU les enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 23 janvier 2006 au 24 février 2006, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2005, dans les communes de La Chapelle-d'Andaine et Juvigny-sous-Andaine,
  - VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur,
  - VU le plan parcellaire et la liste des propriétaires,
  - VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 18 septembre 2006,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne,

#### **ARRETE :**

**Article 1.** Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux au droit des forages de « La Hanterie » et l'institution de périmètres de protection autour des dits forages sur la commune de La Chapelle-d'Andaine.

**Article 2.** Le Syndicat des Eaux d'Andaine est autorisé à prélever une partie des eaux souterraines alimentant les forages; le débit à prélever par le Syndicat des Eaux d'Andaine ne pourra pas excéder au total 20 m<sup>3</sup>/h sur 20 heures, soit 400 m<sup>3</sup>/j (rubrique 1.1.1 de la nomenclature du décret n° 93.743 susvisé, déclaration de prélèvement pour un débit inférieur à 80 m<sup>3</sup>/h).

**Article 3.** Le Syndicat Départemental de l'Eau est autorisé à dériver un débit total de 20 m<sup>3</sup>/h sur 20 heures, soit 400 m<sup>3</sup>/j.

**Article 4.** Le captage de « La Hanterie » est alimenté par deux forages identifiés sous les indices nationaux suivants : 249-3-X-0004 et 249-3-X-0005.

**Article 5.** Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser les débit et volume autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires seront soumis par les pétitionnaires à l'agrément du service chargé de la Police de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne). Un rapport annuel sera fourni à ce service en précisant les principaux paramètres d'exploitation des ouvrages de production : prélèvements mensuels, annuels, niveaux piézométriques, dynamiques et statiques. Tout incident ou toute modification intervenus dans le fonctionnement des ouvrages de prélèvement doit être signalé aux services chargés de la police de l'eau et du contrôle sanitaire dans un délai de 8 jours, sauf si l'incident ou la modification en question sont susceptibles d'avoir un impact qualitatif sur l'eau ou de compromettre la distribution d'eau potable ; dans ce dernier cas, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales doit être prévenue sans délai.

**Article 6.** Le Syndicat des Eaux d'Andaine est autorisé à utiliser l'eau prélevée aux forages « la Hanterie », commune de la Chapelle-d'Andaine, en vue de la consommation humaine

**Article 7.** Avant refoulement vers le réseau d'adduction publique, l'eau devra subir un traitement de déferrisation, reminéralisation, démanganisation, mise à l'équilibre et désinfection. Les produits et procédés de l'ensemble de la filière de traitement devront avoir été autorisés par le Ministère chargé de la Santé.

**Article 8.** A l'issue du traitement et de l'éventuel mélange, l'eau ne devra être ni agressive, ni corrosive, ni gêner la désinfection

**Article 9.** L' eau destinée à la consommation humaine ne devra pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ; elle devra respecter en permanence les limites et références de qualité définies à l'annexe 13-1 du Code de la Santé Publique, y compris après un éventuel mélange.

**Article 10.** Les matériaux utilisés dans les installations de prélèvement, de traitement et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau et devront avoir été autorisés par le ministère chargé de la Santé.

**Article 11.** Des dispositifs doivent être aménagés pour permettre de prélever sans difficulté des échantillons d'eau brute avant traitement ainsi que des échantillons d'eau à l'aval immédiat des dispositifs de traitement et de stockage de l'eau. Les installations de traitement et de stockage de l'eau devront être conçues de façon à limiter au maximum les risques d'intrusion, détecter immédiatement une éventuelle intrusion et apporter des éléments d'information concernant une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau.

**Article 12.** Un programme de remplacement des branchements en plomb devra être mis en place de façon à permettre leur éradication avant 2013. Ce programme et l'échéancier correspondant seront remis à la DDASS dans un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 13.** Toute modification concernant, soit la filière de traitement soit l'alimentation en eau du Syndicat des Eaux d'Andaine, devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

**Article 14.** Le périmètre de protection immédiate, le périmètre de protection rapprochée et le périmètre de protection éloignée sont établis autour du captage conformément aux plans et à l'état parcellaire joints au présent arrêté. Le périmètre de protection rapprochée est scindé en deux parties, une zone sensible et une zone complémentaire, à l'intérieur desquelles sont interdites ou réglementées des activités propres à chaque partie.

**Article 15.** Les mesures de protection attachées aux périmètres de protection sont les suivantes :

**Article 15-1 Périmètre de protection immédiate**

Cet espace sera totalement clos et entretenu.

L'entrée par la RD n° 25 sera condamnée et remplacée par une entrée CR n° 5.

La haie située à l'intérieur du périmètre de protection sera conservée.

Un caniveau périphérique de dérivation des eaux pluviales sera implanté.

A l'intérieur de ce périmètre, toute activité autre que celle nécessitée par l'exploitation et l'entretien des ouvrages de prélèvement et de traitement de l'eau au profit de la collectivité est interdite.

L'emploi de produits phytosanitaires y est rigoureusement interdit

Le stockage de produits autres que ceux nécessaires pour l'exploitation de la prise d'eau est interdit.

Le parcage des animaux et la mise en culture y sont rigoureusement interdits.

Les terrains correspondant aux périmètres de protection immédiate deviendront et resteront la propriété de la collectivité.

La superficie du périmètre de protection immédiate est de 0,1836 ha.

## Article 15-2 Périmètre de protection rapprochée - Zone sensible

### Activités interdites

#### **15.2.1 – Agriculture**

- ✓ L'utilisation de produits phytosanitaires,
- ✓ L'épandage des boues de stations d'épuration, urbaine, industrielle et autres,
- ✓ L'épandage des déjections animales ou tout autre produit fermentescible (eaux blanches, eaux vertes, moût de raisin, de cidrerie, etc ...),
- ✓ Les stockages non aménagés de matières fermentescibles (fertilisants, sous produit de process industriel) destinées à la fertilisation, l'aménagement des aires de stockage doit permettre la récupération des jus,
- ✓ Les stockages non aménagés de fumiers au champ. L'aménagement des aires de stockage doit permettre la récupération des jus,
- ✓ Les silos non aménagés (non étanches, non couverts, sans récupération des jus) destinés à la conservation par voies humides des aliments pour le bétail (ensilage d'herbe et maïs de type taupinière),
- ✓ Le drainage des parcelles agricoles,
- ✓ L'apport d'engrais minéraux du 1er novembre au 31 janvier,
- ✓ La création de nouvelles exploitations ou l'extension de bâtiments d'élevage et d'installations classées,
- ✓ L'élevage porcin et avicole de type plein air,
- ✓ Le pâturage conduisant à la destruction du couvert végétal,
- ✓ La suppression des prairies,
- ✓ La suppression des parcelles boisées – l'exploitation du bois étant possible, à l'exception des coupes à blanc,
- ✓ La suppression des haies et talus, l'exploitation du bois s'y développant demeure autorisée
- ✓ Le développement de friches sur le parcellaire,
- ✓ L'irrigation,

#### **15.2.2 – Habitat - Urbanisme - Voirie – Réseaux**

- ✓ la création de constructions ou d'activités susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau prélevée impropre à la consommation humaine
- ✓ L'utilisation de produits phytosanitaires,
- ✓ La création de camping,
- ✓ La création d'aires industrielles de lavage de véhicules,
- ✓ La création de cimetières,
- ✓ La création et l'exploitation de carrières, mines ou aires d'emprunt de matériaux,
- ✓ Le stockage souterrain de quelque nature que ce soit à l'exception des cuves d'hydrocarbures, ne dépassant pas 3 000 l, à usage domestique et munies d'une double enveloppe ou d'un bac de rétention étanche d'un volume au moins égale au volume stocké dans la cuve,

- ✓ Toute activité industrielle,
- ✓ Le désherbage des voiries au moyen d'herbicides,
- ✓ L'apport d'eaux usées ou de produits chimiques et toxiques dans les fossés,
- ✓ La création de points d'eau (eaux superficielles et souterraines), à l'exception des nouveaux puits qui pourront être créés dans le seul cadre de l'alimentation en eau potable d'une collectivité,
- ✓ La création de plans d'eau,
- ✓ L'installation de canalisations de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Cette interdiction ne s'applique pas aux ouvrages de dimension individuelle, ni aux canalisations de stockage susceptibles d'améliorer la protection du captage qui doivent être en conformité avec la réglementation applicable en la matière,
- ✓ Tout dépôt d'ordures ménagères ou autres matières fermentescibles, immondiçes, résidus, détritus, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration et/ou ruissellement (fumiers, fientes de volailles, ensilage, dont les stockages ne seraient pas correctement aménagés, centres et enfouissement techniques de classe I et II),

### **Article 15-3 Périmètre de protection rapprochée - Zone complémentaire**

#### **Activités interdites**

##### **15.3.1 – Agriculture**

- ✓ L'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée
- ✓ L'épandage des déjections animales ou tout autre produit fermentescible (eaux blanches, eaux vertes, mou de raison, de cidrerie, etc ...),
- ✓ L'épandage des boues de stations d'épuration, urbaine, industrielle et autres,
- ✓ Les stockages non aménagés de fumiers au champ. L'aménagement des aires de stockage doit permettre la récupération des jus,
- ✓ Les silos non aménagés (non étanches, non couverts, sans récupération des jus destinés à la conservation par voies humides des aliments pour le bétail (ensilage d'herbe et maïs de type taupinière),
- ✓ Le drainage des parcelles agricoles,
- ✓ L'élevage porcin et avicole de type plein air,
- ✓ Le pâturage conduisant à la destruction du couvert végétal,
- ✓ La suppression des haies et talus, l'exploitation du bois s'y développant demeure autorisée
- ✓ La suppression des parcelles boisées – l'exploitation du bois étant possible, à l'exception des coupes à blanc,

##### **15.3.2 – Habitat - Urbanisme - Voirie – Réseaux**

- ✓ la création de constructions ou d'activités susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau prélevée impropre à la consommation humaine,
- ✓ La création de camping,
- ✓ La création d'aires industrielles de lavage de véhicules,
- ✓ La création de cimetières,
- ✓✓ La création et l'exploitation de carrières, mines ou aires d'emprunt de matériaux,



- ✓ Le stockage souterrain de quelque nature que ce soit à l'exception des cuves d'hydrocarbures à usage domestique, ne dépassant pas 3 000 l et munies d'une double enveloppe ou d'un bac de rétention étanche d'un volume au moins égale au volume stocké dans la cuve,
- ✓ Toute activité industrielle,
- ✓ Le désherbage des voiries au moyen d'herbicides,
- ✓ L'apport d'eaux usées ou de produits chimiques et toxiques dans les fossés,
- ✓ La création de points d'eau (eaux superficielles et souterraines), à l'exception des nouveaux puits qui pourront être créés dans le seul cadre l'alimentation en eau potable d'une collectivité,
- ✓ La création de plans d'eau,
- ✓ L'installation de canalisations de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Cette interdiction ne s'applique pas aux ouvrages de dimension individuelle, ni aux canalisations de stockage susceptibles d'améliorer la protection du captage qui doivent être en conformité avec la réglementation applicable en la matière,
- ✓ Tout dépôt d'ordures ménagères ou autres matières fermentescibles, immondiçes, résidus, détritus, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration et/ou ruissellement (fumiers, fientes de volailles, ensilage, dont les stockages ne seraient pas correctement aménagés, centres et enfouissement techniques de classe I et II),

#### **Article 15.4 Périmètre de protection rapprochée - Activités réglementées avec autorisation préalable**

##### **Article 15.4.1 Zone sensible**

- ✓ Tout changement d'affectation de bâtiments existants susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau prélevée impropre à la consommation humaine,,
- ✓ Tout terrassement (pour voiries, canalisations,...),
- ✓ La création ou modification des conditions d'utilisation des voies de communication,
- ✓ La création, le reprofilage ou la suppression des fossés,
- ✓ Tout bâtiment ou habitation devra dans un délai de 24 mois, mettre son dispositif d'assainissement en conformité avec la réglementation en vigueur,

##### **Article 15.4.2 zone complémentaire**

- ✓ Tout projet de création ou d'extension de bâtiment agricole doit indiquer les mesures prises pour éviter la contamination des eaux ruisselantes et d'infiltration. La conception du projet doit minimiser la production des eaux parasites par le contrôle des abreuvoirs, la couverture des aires bétonnées souillées et la mise en place de canalisations (gouttière, rigole,...) dérivant les eaux pluviales. Il ne devra, en aucun cas, engendrer une surfertilisation des périmètres de protection, ni une dégradation du couvert végétal, ni un compactage des sols du fait du pâturage des animaux ;
- ✓ L'irrigation,
- ✓ La création, le reprofilage ou la suppression des fossés,
- ✓ Tout terrassement (pour voiries, canalisations,...),
- ✓ Tout bâtiment ou habitation devra dans un délai de 24 mois, mettre son dispositif d'assainissement en conformité avec la réglementation en vigueur,



- ✓ Tout changement d'affectation de bâtiments existants susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau prélevée impropre à la consommation humaine,,
- ✓ La création ou modification des conditions d'utilisation des voies de communication,

**Article 15.5 Périmètre de protection rapprochée - Activités réglementées non soumises à autorisation préalable.**  
**Zone sensible et zone complémentaire**

- ✓ L'entretien des fossés est obligatoire,
- ✓ Les puits et forages existants devront faire l'objet d'aménagements destinés à protéger la nappe contre les contaminations diverses (surélévation et étanchéité de la couverture, paroi étanche dans la partie non captante, sol étanche avec pente vers l'extérieur autour du point d'eau) ou seront supprimés et comblés selon les règles de l'art.
- ✓ Tous les réservoirs d'hydrocarbures ou de produits chimiques autorisés devront être équipés d'une double enveloppe ou de bacs de rétention étanches de capacité égale ou supérieure à celle de la citerne protégée.
- ✓ Les locaux destinés aux stockages et aux manipulations de produits phytosanitaires et fertilisants doivent être aménagés de façon à pouvoir recueillir et confiner tout déversement accidentel,
- ✓ Les manipulations de produits phytosanitaires doivent s'effectuer que sur des aires aménagées à cet effet,
- ✓ La fertilisation des cultures et d'une manière générale les pratiques culturales doivent respecter le code des bonnes pratiques agricoles, notamment les recommandations des périodes pendant lesquelles l'épandage de fertilisants est inapproprié.

**Article 15-6 – Périmètre de protection éloignée**

- 1 – mise en place d'un conseil agronomique tant sur le plan de la fertilisation que du drainage
- 2 – mise en place d'actions complémentaires de type « réduction des pollutions chroniques » [bactériologiques (assainissement), pesticides (agriculture et désherbages divers) et nitrates (activités agricoles)]
- 3 – mise en place d'une information sur les eaux souterraines et la préservation de leurs qualités (plaquettes diverses disponibles dans divers lieux de communication et de passage).

**Prescriptions particulières**

**Article 16.** Un fossé étanche de dérivation des eaux pluviales sera réalisé au niveau de la route départementale 235 et du chemin rural ou communal n° 5.

**Article 17.** Dans la mesure du possible, La délimitation de la zone sensible du périmètre de protection rapprochée sera matérialisée soit par un talus, soit par une haie vive.

**Article 18.** A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (zone sensible, zone complémentaire), le réseau bocager sera préservé. Le pétitionnaire dressera un relevé précis des haies, qu'il transmettra dans un délai de deux ans aux services chargés de la police de l'eau.

**Prescriptions générales**

**Article 19.** Le pétitionnaire réalisera auprès des agriculteurs et propriétaires concernés par la mise en place des périmètres de protection une campagne de sensibilisation de la nocivité des produits phytosanitaires utilisés.

**Article 20.** Le pétitionnaire établira, préalablement à la mise en service des forages, un dispositif de suivi destiné à contrôler l'évolution du niveau des sources et des puits au voisinage du captage. Avant sa mise en œuvre ce dispositif devra avoir obtenu l'agrément des services chargés de la police des eaux et des affaires sanitaires.

**Article 21.** Les exploitants agricoles doivent mettre en œuvre des pratiques agricoles réduisant le phénomène de ruissellement.

**Article 22.** Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 15 dans un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les expropriations éventuelles devront intervenir dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 23.** Lorsque les analyses d'eau souterraine détecteront des concentrations de résidus de fertilisants (organiques et minéraux) ou de produits phytosanitaires en augmentation, par rapport aux caractéristiques des teneurs enregistrées antérieurement, l'emploi de ces substances se verra réglementé par le Service chargé de la police de l'eau et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

**Article 24.** Postérieurement à la date du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention au service chargé de la police de l'eau et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

**Article 25.** Le Président du Syndicat Départemental de l'Eau est autorisé à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Après leur acquisition en pleine propriété, ces terrains seront clôturés de façon efficace et aux frais du pétitionnaire.

**Article 26.** Conformément aux engagements pris par les pétitionnaires, ceux-ci devront indemniser les tiers des préjudices directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés du fait de la dérivation des eaux ou des servitudes institués conformément à la délibération du Syndicat des Eaux d'Andaine en date du 20 novembre 2003 et du Syndicat Départemental de l'Eau en date du 4 décembre 2001

**Article 27.** Le Syndicat des Eaux d'Andaine remettra en fin d'année civile, aux services chargés de la police de l'eau et de la police sanitaire, un bilan de fonctionnement du captage pour l'année écoulée. Y figurera :

- les volumes prélevés et toutes les indications permettant d'apprécier le fonctionnement de la nappe,
- l'ensemble des problèmes de fonctionnement, ayant nécessité l'arrêt du pompage,
- un suivi de la qualité des eaux prélevées.
- Le suivi des évolutions, en fonction des précipitations et des prélèvements, des niveaux d'eau des puits et mares, situés dans le bassin d'alimentation des forages.

#### **Article 28. - Publicité**

Une notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans ces périmètres, à la diligence et aux frais des pétitionnaires.

Les Maires des communes concernées par l'emprise des périmètres de protection conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 29. Dans un délai de deux ans, les servitudes afférentes au présent arrêté devront être intégrées au document d'urbanisme.

Article 30 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 31 Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Président du Syndicat Départemental de l'Eau,  
Le Président du Syndicat des Eaux d'Andaine  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

au Président du Syndicat des eaux d'Andaine  
au Président du Syndicat Départemental de l'Eau  
au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
au Directeur Départemental de l'Équipement,  
au Directeur Départemental des Services Vétérinaires,  
au Directeur Régional de l'Environnement,

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Orne.

Pour ampliation  
L'Ingénieur Responsable  
du Pôle Eau et Milieux Aquatiques,

Frédéric SCORNET

Alençon, le

03 NOV. 2006

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général suppléant

François RAVIER

